

LE CONTEXTE CONJONCTUREL

Tous les six mois depuis 2007, un « think tank » britannique dresse le classement des principales places financières internationales. 80 centres financiers sont évalués sous l'angle de leur compétitivité. En tête de ce « Global Financial Centres Index » on retrouve systématiquement New York, Londres, Hong Kong et Singapour. Depuis plusieurs années, la Suisse joue un rôle important en tant que place financière internationale. Elle est même considérée comme la première place d'Europe continentale. Mais, sur la durée, l'évolution de cet indice révèle aussi que rien n'est jamais acquis.

Le classement de septembre 2014 a vu Genève perdre 4 rangs et se situer à la 13^{ème} place (cf. p. 31). Ce résultat fait sortir Genève du Top 10, même si on constate que l'ensemble des centres européens enregistre des résultats en déclin (Zurich perd 2 rangs, 7^{ème} et Luxembourg 3 rangs, 15^{ème}) et que les centres offshore en particulier chutent (Jersey recule de 21 rangs, 62^{ème} et Guernsey de 25 rangs, 67^{ème}). Genève perd essentiellement des places à cause d'une réglementation et d'une action gouvernementale considérées comme peu favorables à la finance. En d'autres termes, les conditions-cadres se sont détériorées et la volonté du gouvernement de les améliorer est incertaine.

Si Genève se place moins bien que Zurich, cela est dû au fait que ces deux centres financiers ne régatent pas dans la même catégorie. Zurich est considérée comme un « global leader » alors que Genève est encore un « global specialist ».

Ces nouvelles mitigées ont été confirmées par les résultats de l'enquête conjoncturelle 2014-2015 réalisée par la Fondation Genève Place Financière entre juin et septembre 2014. Les ajustements entamés en 2013 ne sont pas encore terminés et les intermédiaires financiers sont prudents quant aux perspectives tant en termes d'emplois que de bénéfices.

Les indicateurs du marché de l'emploi reflètent la santé générale d'une économie et son niveau de cycle d'activité. Or, ils ne réagissent pas immédiatement aux changements économiques. Ceci explique pourquoi, en 2014, le nombre d'employés bancaires a continué d'augmenter de près de 300 postes. Ces créations d'emploi ont surtout bénéficié aux services « Front » et « Corporate », dont le juridique et la compliance. La vague réglementaire n'est pas étrangère à l'évolution des métiers bancaires. La création d'emplois concerne davantage les centres de coûts que les centres de profits, ce qui aura immanquablement un effet sur les marges.

Genève reste bien positionnée dans le domaine de la gestion de fortune, un secteur en pleine croissance. Industrie transfrontalière, cette activité est principalement concentrée sur les places de Singapour et de Hong Kong en Asie, et de la Suisse et de Londres en Europe. Le Boston Consulting Group et McKinsey s'accordent pour prédire que cette croissance générera d'importants bénéfices en 2016 et en 2017. Or, ce secteur est une industrie d'exportation par excellence. En Suisse, il est tributaire en particulier de l'évolution des marchés boursiers, de la force du franc et

de l'accès aux marchés étrangers. Plus qu'à toute autre considération, les investisseurs cherchent des placements qui allient sécurité et rendement. Ceci n'est possible qu'en des endroits où se concentrent des capitaux importants et possédant un savoir-faire particulier.

Certaines bases de ce modèle fondé sur la libre circulation des capitaux ont été mises à mal récemment par la crise financière. En octobre 2013, le magazine anglais « The Economist » décrivait déjà la manière insidieuse dont la mondialisation a été remise en cause suite à la crise financière. Un protectionnisme rampant s'installe sous la forme de réglementations ou encore de contrôles des capitaux. Cette évolution n'est pas sans danger pour Genève. Il est donc nécessaire pour la place bancaire genevoise de conserver son accès aux marchés étrangers, et en particulier à celui de l'Union européenne, dont environ 40 % de la clientèle sont issus. Si aucune solution au niveau institutionnel n'est trouvée, cela pourrait se traduire par un processus de délocalisation. A cet égard, l'enquête conjoncturelle 2014-2015 souligne que Londres et Hong Kong sont très prisées. L'intérêt bien compris du pays est donc de maintenir sur son territoire un maximum de compétences et de valeur ajoutée. C'est toute la différence entre les banques suisses, qui peuvent exercer leurs activités partout dans le monde, et les banques en Suisse, qui assurent des emplois sur le sol helvétique.

La disparition de plusieurs banques est un autre indice à considérer avec attention. La place financière genevoise a vu le nombre d'établissements diminuer de 18 depuis 2012, en raison soit de fusions, soit de cessations d'activités. Dans ce contexte, l'arrivée du groupe brésilien BTG Pactual, de la Banque du Léman ainsi que le développement des activités de banque en ligne du britannique IG Bank, sont à saluer.

Bien que les perspectives conjoncturelles soient prudentes, Genève a tout pour réussir. Sa place financière est reconnue par ses pairs et possède une excellente réputation à l'étranger. La FGPF s'emploie à mettre en valeur ces atouts à travers ses actions de lobbying, de promotion et de communication.